



CAPSSA

RAPPORT DE GESTION

2023

Version Conseil d'administration du 2 avril 2024

| | | |
|------|--|----|
| 1. | Les Instances | 5 |
| 1.1. | Le Conseil d'administration..... | 5 |
| 1.2. | Le Bureau..... | 6 |
| 1.3. | Le Comité d'Audit..... | 6 |
| 1.4. | La Commission d'Action Sociale..... | 7 |
| 1.5. | La Commission Paritaire | 7 |
| 1.6. | Le Comité interne de gestion des Risques | 7 |
| 1.7. | Le Comité interne qualité des données | 8 |
| 1.8. | Description de la gouvernance..... | 8 |
| 2. | Les membres des Instances..... | 8 |
| 2.1. | Le Conseil d'administration..... | 8 |
| 2.2. | Le Bureau..... | 9 |
| 2.3. | Le Comité d'Audit..... | 10 |
| 2.4. | La Commission d'Action Sociale..... | 10 |
| 2.5. | La Commission Paritaire | 10 |
| 3. | Le calendrier 2023..... | 11 |
| 4. | Les statistiques du service technique..... | 12 |
| 4.1. | Prestations..... | 12 |
| 4.2. | Gestion des dossiers..... | 14 |
| 5. | Indicateurs proposés au titre de la qualité de gestion..... | 16 |
| 6. | Les statistiques de l'action sociale | 17 |
| 7. | Les états comptables..... | 18 |
| 7.1. | Compte technique des opérations non-vie (en milliers d'Euros)..... | 18 |
| 7.2. | Compte technique des opérations vie (en milliers d'Euros) | 18 |
| 7.3. | Compte non technique en milliers d'Euros (Résultat global)..... | 19 |
| 7.4. | Bilan au 31 décembre 2023..... | 20 |
| 7.5. | Les résultats des cinq derniers exercices (en K€)..... | 21 |
| 7.6. | Analyse du résultat 2023..... | 21 |
| 7.7. | Événements postérieurs à la clôture..... | 23 |
| 7.8. | Délais de paiements clients et fournisseurs..... | 23 |
| 8. | Guerre en UKRAINE..... | 24 |
| 9. | Perspective 2024..... | 24 |

Conformément à l'article A931-3-11 du code de la sécurité sociale, l'Institution procède à la rédaction de son rapport de gestion. Ce dernier décrit la situation de l'institution et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les conditions dans lesquelles l'Institution garantit les engagements qu'elle prend vis-à-vis de ses membres participants, bénéficiaires et ayants droit, les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et les perspectives.

Préambule

L'année 2023 aura été une année à nouveau marquée par d'intenses crises : prolongation de la guerre en Ukraine, une économie mondiale confrontée à une situation de taux d'intérêt élevés pour conjuguer l'inflation, l'émergence de nouvelles menaces géostratégiques... Les incertitudes de l'environnement socio-économique demeurent dans un monde de plus en plus interconnecté et exposé.

Le contexte est également à une intensification des réglementations impactant le secteur de l'assurance : intensification des normes qui nécessitent annuellement des efforts croissants pour répondre aux enjeux. L'exemple de l'installation de la norme dédiée au prélèvement à la source est caractéristique d'une évolution d'exigences nouvelles. A ce jour, cette norme couvre le champ des prélèvements sociaux et des déclarations des revenus dans le cadre des bases de données pour le calcul des droits sociaux.

Chaque année, l'Institution doit mettre en œuvre une réglementation toujours plus contraignante et ce dans de nombreux domaines.

L'Institution s'adapte le plus efficacement possible à ces enjeux :

- Les nouveaux risques, dont le risque de Cybercriminalité. La traduction normative va se concrétiser par la mise en place de la Directive Européenne DORA. L'Institution devra prouver sa résilience face aux attaques informatiques. Elle aura par ailleurs achevé la rénovation de l'ensemble de ses infrastructures informatiques visant à accroître la sécurité générale,
- Réglementaire, par l'intensification des législations en vigueur, dont les contraintes sont croissantes :
 - La Lutte contre le Blanchiment et le financement du terrorisme,
 - La protection des données personnelles des participants et pensionnés,
 - Les recherches des dossiers en déshérence, dans la perspective de la mise en place des premiers transferts à la Caisse des Dépôts et des Consignations en 2025.

Elle renforce par ailleurs ses équipes pour se préparer activement à la mise en place des transitions énergétique et climatique, ainsi que de la biodiversité.

La Solvabilité du régime, analysée sous l'égide de la Directive Européenne Solvabilité 2 depuis 2016, montre sa robustesse et sa capacité à faire face à un panel de risques modélisés.

Ses taux de solvabilité pour la période 2017-2023 sont remarquables, au-delà des 250 % retenus comme seuil d'intervention par la gouvernance institutionnelle :

2017 : 384 % ; 2018 : 383 % ; 2019 : 330 % ; 2020 : 306 % ; 2021 : 376 % ; 2022 : 462 % 2023 : 428 %

Elle démontre ainsi, grâce à une solide assise d'un contrat collectif prévoyance porté par ses adhérents, une capacité à obtenir une solvabilité importante, quel que soit le contexte économique rencontré.

Fort de cette assise, le Conseil d'administration de l'Institution s'est engagé à soutenir, pour l'exercice 2023, le régime Santé des salariés des organismes de Sécurité sociale.

CHIFFRES CLES 2023

13 651

Nombre de dossiers servis dans l'année

13 878

Nombre de bénéficiaires

428 %

Marge de Solvabilité

4,12 %

Taux de frais de gestion

121,1 M€

Chiffre d'affaires

80,3 M€

Prestations et frais payées

756 M€

Montant des provisions techniques

157 676

Nombre de participants

**Un taux de cotisation
inchangé depuis la création en 1994**

1. Les Instances

1.1. Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de l'Institution telles que définies à l'article L. 931-1 du Code de la sécurité sociale et veille à leur mise en œuvre.

- Se saisit de toute question intéressant la bonne marche de l'Institution et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent,
- Nomme un bureau et éventuellement une ou plusieurs commissions,
- Détermine les orientations de la politique d'action sociale et délègue à la commission d'action sociale sa mise en œuvre sur la base d'un Règlement intérieur qu'il approuve,
- Arrête le budget, les comptes, ainsi que le rapport de gestion conformément à la réglementation du Code de la sécurité sociale, ainsi que le rapport de solvabilité,
- Décide la revalorisation des prestations prévues par le régime de prévoyance, à l'exception du capital décès,
- Nomme, révoque le Directeur Général,
- Nomme, révoque, sur proposition du Directeur Général, une ou des personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué,
- Détermine la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués et fixe les modalités de leur contrat de travail le cas échéant,
- Détermine, en accord avec le Directeur Général, l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués,
- Définit les cas dans lesquels les dirigeants effectifs (Directeur Général et Directeur Général Délégué) sont absents ou empêchés de manière à garantir la continuité de la direction effective,
- Autorise les conventions visées à l'article R. 931-3 -24 du Code de la Sécurité sociale,
- Décide de souscrire tout contrat ou convention,
- Procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns,
- Autorise les cautions, avals et garanties donnés par l'Institution et ce dans les conditions de l'article R. 225-28 du Code de commerce,
- Délibère annuellement sur la politique en matière d'égalité professionnelle et salariale.

Au cours de l'exercice 2023, le Conseil d'administration s'est réuni quatre fois. Les principaux travaux du Conseil au cours dudit exercice ont été :

- Approbation des procès-verbaux de chaque Conseil d'administration et prise de connaissance des procès-verbaux du Bureau et du Comité d'audit,
- Arrêté des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité (RSR/SFCR) et du processus d'élaboration de l'information comptable & financière de l'exercice 2022,
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2022,
- Rapport annuel relatif à la déshérence des contrats prévoyance 2022,
- Rapport article 29 - Loi Energie Climat 2022,
- Arrêté comptable des comptes du 1er semestre 2023,
- Proposition d'admission en non-valeur et ratification de la liquidation des dossiers de pensions d'invalidité demandées tardivement,
- Approbation du rapport sur l'organisation des dispositifs de contrôle interne de LCBFT et de gel des avoirs 2022,
- Approbation des mises à jour des politiques, du plan d'audit, des rapports de l'ORSA et des fonctions actuarielle et audit interne,
- Plan des futures décisions de gestion et dispositif visant à garantir la qualité des données,
- Présentation du SCR trimestriel,
- Rapport sur le contrôle des réclamations et des médiations 2022,
- Présentation du compte rendu de contrôle des placements financiers,

- Arrêté comptable des comptes au 30 septembre 2023 et projection de l'exercice 2023,
- Projet d'un mécanisme croisé entre la complémentaire santé et la prévoyance,
- Approbation du budget 2024,
- Examens de la situation des placements.

1.2. Le Bureau

- Il est composé à parité d'un représentant par Fédération Syndicale et de représentants du collègue « Employeur », membres du Conseil d'administration,
- Le Bureau prépare les réunions du Conseil d'administration,
- Il s'est réuni quatre fois sur convocation de la Présidence,
- Il peut recevoir délégation du Conseil d'administration pour délibérer en ses lieu et place sur des questions précisément définies. Cette délégation est consentie à la suite d'une décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

1.3. Le Comité d'Audit

Les missions du Comité d'audit sont définies dans l'article L. 823-19 du Code de commerce.

Sans préjudice des compétences des organes chargés de l'administration, de la direction et de la surveillance, ce Comité est notamment chargé des missions suivantes :

- Il suit le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, formule des recommandations pour en garantir l'intégrité,
- Il suit l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance,
- Il émet une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale ou l'organe exerçant une fonction analogue. Cette recommandation adressée à l'organe chargé de l'administration ou l'organe de surveillance est élaborée conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement (UE) n° 537/2014 précité. Il émet également une recommandation à cet organe lorsque le renouvellement du mandat du ou des commissaires est envisagé dans les conditions définies à l'article L. 823-3-1,
- Il suit la réalisation de la mission des commissaires aux comptes,
- Il s'assure du respect par le Commissaire aux comptes des conditions d'indépendance définies à la section 2 du chapitre II du présent titre,
- Il rend compte régulièrement à l'organe collégial chargé de l'administration ou à l'organe de surveillance de l'exercice de ses missions. Il rend également compte des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée .

Les membres du Comité d'audit se sont réunis quatre fois au cours de l'exercice écoulé. L'agenda des réunions est identique à celui du Bureau.

1.4. La Commission d'Action Sociale

- La Commission d'Action Sociale examine les dossiers de demandes d'aides individuelles et décide souverainement de l'attribution ou du refus d'attribution des sommes sollicitées (aide financière exceptionnelle, prêt d'honneur),
- Au cours de l'exercice écoulé, les membres de la Commission d'Action Sociale se sont réunis 10 fois.

1.5. La Commission Paritaire

La Commission Paritaire ordinaire :

- Délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé,
- Approuve toutes les conventions visées à l'article R. 931-3-24 du Code de la sécurité sociale et statue sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- Peut couvrir, par un vote, la nullité des conventions dites « réglementées » conclues sans autorisation préalable du Conseil d'administration, sur rapport spécial des Commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie,
- Ratifie la décision du Conseil d'administration de déplacer le siège social dans le même département ou dans un département limitrophe et décide de son déplacement au-delà de ces limites géographiques,
- Désigne, pour six exercices, sur la liste agréée par la Cour d'appel de Paris, un Commissaire aux comptes titulaire et un Commissaire aux comptes suppléant,
- Définit les modalités de remboursement des frais de déplacement et de séjour exposés par les administrateurs pour l'exercice de leur fonction.

Ces décisions prennent la forme de délibérations adoptées par accord obtenu à la majorité des voix des membres présents de chaque collège.

La Commission Paritaire extraordinaire se prononce sur :

- La modification des statuts et du règlement général,
- Le transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations,
- La fusion, scission ou dissolution de l'Institution.

Les membres de la Commission Paritaire se sont réunis une fois au cours de l'exercice écoulé.

1.6. Le Comité interne de gestion des Risques

- Le Comité gestion des risques examine les risques de toute nature ainsi que la cartographie des risques. Il identifie et évalue les risques sur les activités, sur la conformité d'application des lois et règlements. Il s'assure de la réalisation des plans d'action mis en place dans le cadre du suivi de la cartographie des risques et de la base incident.
- En 2023, le Comité de gestion des risques interne s'est réuni une fois.

1.7. Le Comité interne qualité des données

- Le comité Qualité des Données fait le bilan des actions d'amélioration en continu retenues dans l'application de la politique Qualité des Données,
- Le comité Qualité des Données se sera réuni une fois pour faire le bilan des actions menées,
- Ces dernières font appel à une démarche pragmatique ciblée pour accroître la qualité des données,
- L'accent a été mis en 2023 sur le contrôle de la chaîne d'alimentation des données vers le calcul des provisions techniques.

1.8. Description de la gouvernance de l'Institution

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière (ou SFCR), disponible sur le site www.capssa.fr, propose une description détaillée de la gouvernance de l'Institution.

2. Les membres des Instances

2.1. Le Conseil d'administration

| | | | |
|--------------------------------------|--|---|--|
| Président : M. Philippe PIHET | | Vice-présidente : Mme Agnès HAUTIN | |
| Collège « Employeurs » | | | |
| TITULAIRES | | SUPPLEANTS | |
| Mme Cécile ALOMAR | | M. Maxime ROUCHON | |
| M. Jean-Marie ATTARD | | M. Luc-Richard CHERVY | |
| M. Sébastien BARRE | | Mme Olivia GRANGERODET | |
| Mme Isabelle BERTIN | | M. Mikaël GERARD | |
| M. Eric BLACHON | | M. Alain Aoustet | |
| M. Philippe GILLE | | M. Pierre BURBAN | |
| M. Fabrice GOMBERT | | Mme Nicole FLAJSZAKIER | |
| Mme Valérie GUILLON | | M. Hervé-Damien MAURICE | |
| Mme Agnès HAUTIN | | M. Dominique GASPARD | |
| M. Emmanuel LAURENT | | M. Nathanaël GRAVE | |
| Mme Nathalie LEBAS | | M. David MAHE | |
| Mme Isabelle SANCERNI | | M. Christian GELIS | |

| Collège « Salariés » | |
|--|---|
| TITULAIRES | SUPPLEANTS |
| CFDT | |
| M. Yves LE BIHAN Mme Karima SENOUSI | M. Cyril PELTRIAUX Mme Fabienne PERRIOT LE FUR |
| CFE/CGC | |
| Mme Laurence GRANDJEAN Mme Lydie SARDAIS | M. Marc MASURE M. Jean-Luc RATHIPANYA |
| CFTC | |
| M. Frédéric BELOUZE M. Jacques PECH | M. Benoît VOLKOFF Mme Sabine KARST |
| CGT | |
| M. Thierry DABURON Mme Stéphanie POCHOLLE | Mme Madeleine MATHAR M. Karim BAKHTA |
| FO | |
| M. Jean-Yves DELAGRANGE | M. Frédéric GARCIA |
| SNFOCOS | |
| M. Philippe PIHET | M. Bruno GASPARINI |
| UNSA | |
| Mme Myriam HARLEY M. Vincent LEPRINCE | M. Michael NAULEAU M. Erwan GARGADENNEC |

2.2. Le Bureau

| Président : M. Philippe PIHET | | Vice-présidente : Mme Agnès HAUTIN | |
|--------------------------------------|--|---|--|
| Collège « Employeurs » | | Collège « Salariés » | |
| M. Jean-Marie ATTARD | | M. Frédéric BELOUZE | |
| M. Sébastien BARRE | | M. Thierry DABURON | |
| Mme Isabelle BERTIN | | Mme Laurence GRANDJEAN | |
| Mme Nathalie LEBAS | | M. Yves LE BIHAN | |

2.3. Le Comité d'Audit M. Jacques PECH

Les membres du Bureau et Mme Lydie SARDAIS, membre qualifié.

2.4. La Commission d'Action Sociale

Présidence : Mme Laurence GRANDJEAN

Le Président et la Vice-présidente sont membres de droit.

| Collège « Employeurs » |
|-------------------------|
| M. Jean-Marie ATTARD |
| Collège « Salariés » |
| M. Frédéric BELOUZE |
| M. Jean-Yves DELAGRANGE |
| Mme Laurence GRANDJEAN |
| Mme Stéphanie POCHOLLE |
| Mme Karima SENOUSI |

2.5. La Commission Paritaire

| Collège « Employeurs » | | Collège « Salariés » |
|------------------------|----------------|-------------------------|
| Mme Cécile ALOMAR | CFDT | M. Yves LE BIHAN |
| M. Jean-Marie ATTARD | | Mme Karima SENOUSI |
| M. Sébastien BARRE | CFE/CGC | M. Philippe BAUX |
| Mme Isabelle BERTIN | | M. Xavier BRUERA |
| M. Eric BLACHON | CFTC | M. Frédéric BELOUZE |
| M. Philippe GILLE | | M. Jacques PECH |
| M. Fabrice GOMBERT | CGT | Mme Audrey GRANET |
| Mme Valérie GUILLON | | M. Laurent PIOT |
| Mme Agnès HAUTIN | FO | M. Jean-Yves DELAGRANGE |
| M. Emmanuel LAURENT | SNFOCOS | M. Philippe PIHET |
| Mme Nathalie LEBAS | UNSA | Mme Myriam HARLEY |
| Mme Isabelle SANCERNI | | M. Vincent LEPRINCE |

3. Le calendrier 2023

| | | |
|----------------------------------|-----------------------|-------------|
| Conseils d'administration | Mercredi 5 avril | 9 heures 30 |
| | Jeudi 15 juin | 9 heures 30 |
| | Vendredi 22 septembre | 9 heures 30 |
| | Mercredi 20 décembre | 9 heures 30 |

| | | |
|-----------------------------------|----------------------|-------------|
| Bureaux et Comités d'audit | Vendredi 24 mars | 9 heures 30 |
| | Jeudi 1er juin | 9 heures 30 |
| | Vendredi 8 septembre | 9 heures 30 |
| | Mardi 5 décembre | 9 heures 30 |

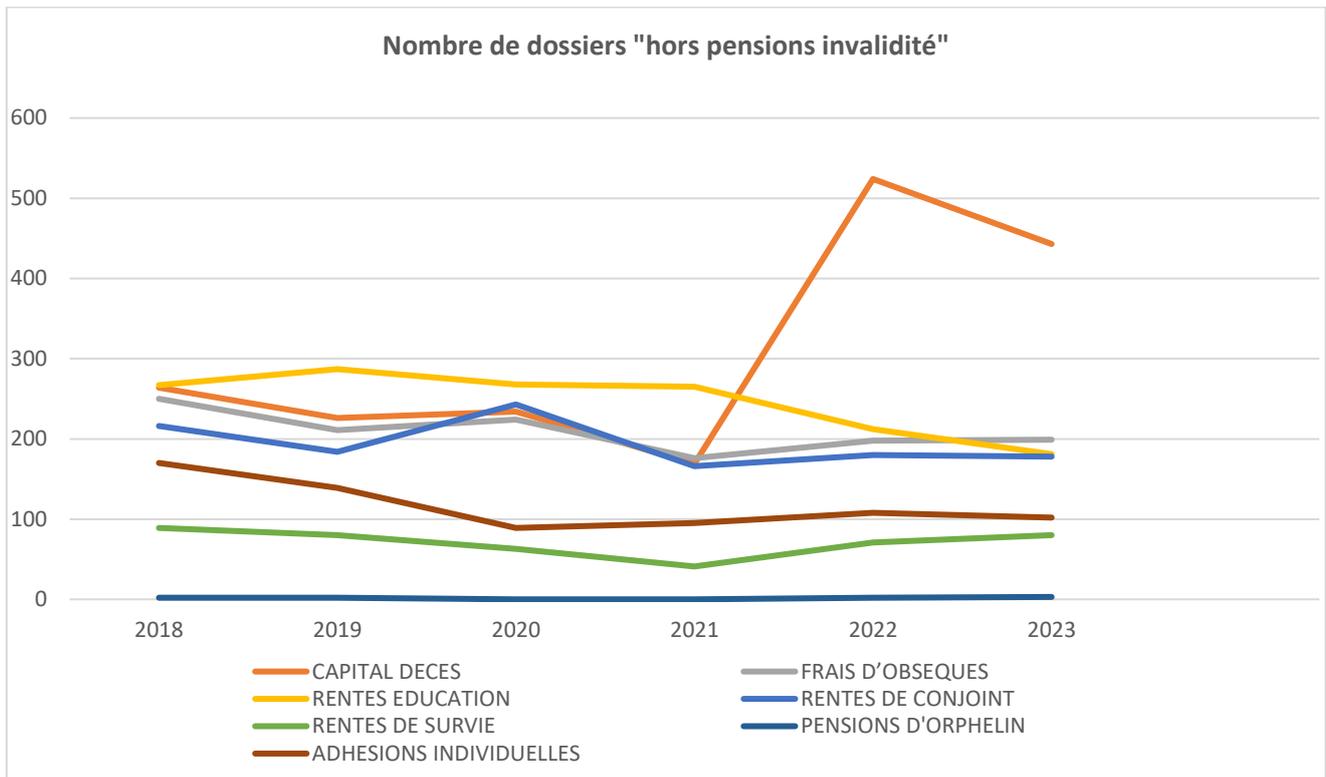
| | | |
|-----------------------------|------------------|-----------------------|
| Commission Paritaire | Mercredi 5 avril | À la suite du Conseil |
|-----------------------------|------------------|-----------------------|

| | | |
|-------------------------------------|----------------------|--------------|
| Commissions d'action sociale | Jeudi 19 janvier | 10 heures 30 |
| | Mercredi 15 mars | 14 heures 30 |
| | Mercredi 5 avril | 14 heures 30 |
| | Jeudi 4 mai | 14 heures 30 |
| | Jeudi 8 juin | 14 heures 30 |
| | Mercredi 19 juillet | 14 heures 30 |
| | Mardi 12 septembre | 10 heures |
| | Mardi 17 octobre | 10 heures |
| | Jeudi 23 novembre | 10 heures |
| | Mercredi 20 décembre | 14 heures 30 |

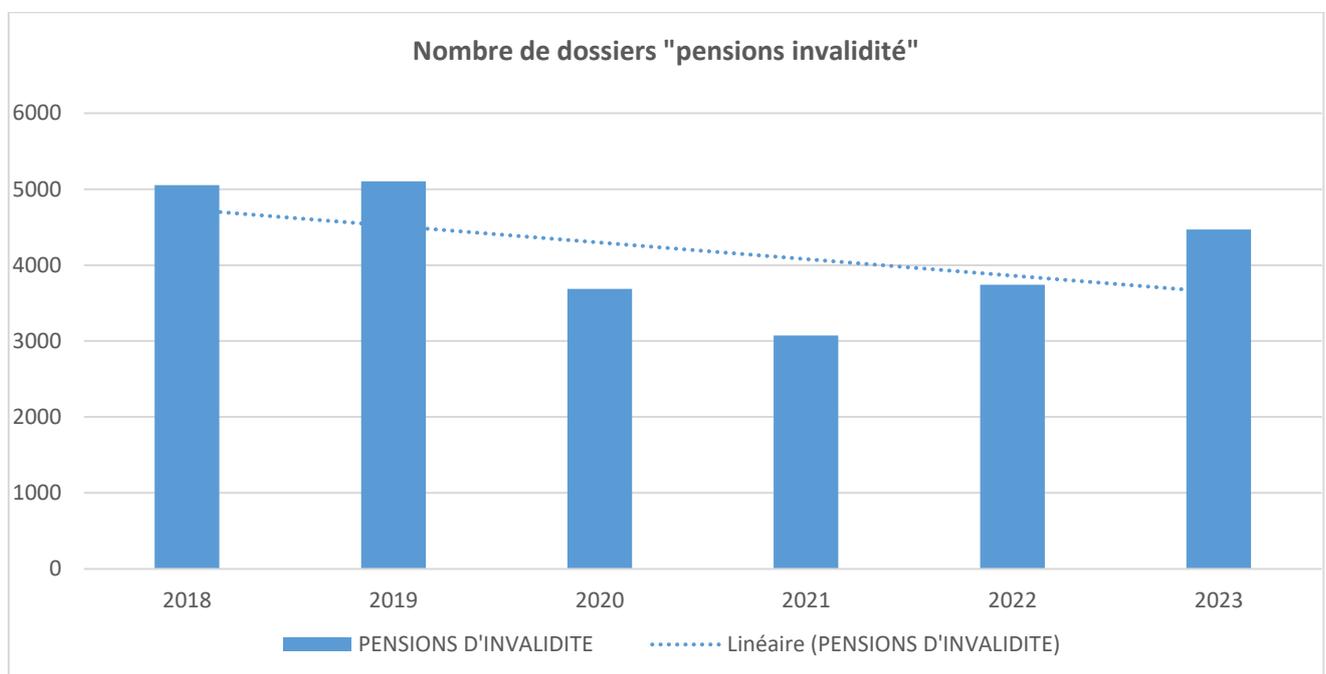
4. Les statistiques du service technique

4.1. Prestations

| | NATURE DES TRAVAUX | NOMBRE DE DOSSIERS 2021 | NOMBRE DE DOSSIERS 2022 | NOMBRE DE DOSSIERS 2023 |
|--------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| PENSIONS D'INVALIDITE | NOUVELLES LIQUIDATIONS | 838 | 824 | 862 |
| | REVISIONS | 1870 | 2543 | 3217 |
| | SOLDE D'ARRERAGES | 106 | 129 | 147 |
| | CALCULS ET NOTIFICATIONS DE TROP-PERCUS | 259 | 245 | 242 |
| CAPITAL DECES | NOUVELLES LIQUIDATIONS | 169 | 520 | 443 |
| | REVISIONS | 0 | 4 | 0 |
| FRAIS D'OBSEQUES | NOUVELLES LIQUIDATIONS | 176 | 198 | 199 |
| RENTES EDUCATION | NOUVELLES LIQUIDATIONS | 98 | 83 | 69 |
| | REVISIONS | 64 | 27 | 10 |
| | SOLDES D'ARRERAGES | 62 | 61 | 72 |
| | CALCULS ET NOTIFICATIONS DE TROP-PERCUS | 41 | 41 | 30 |
| RENTES DE CONJOINT | NOUVELLES LIQUIDATIONS | 95 | 93 | 92 |
| | REVISIONS | 6 | 15 | 9 |
| | SOLDES D'ARRERAGES | 33 | 40 | 41 |
| | CALCULS ET NOTIFICATIONS DE TROP-PERCUS | 32 | 32 | 36 |
| RENTES DE SURVIE | NOUVELLES LIQUIDATIONS | 3 | 22 | 5 |
| | REVISIONS | 15 | 17 | 29 |
| | SOLDES D'ARRERAGES (+ RENTES D'EX-CONJOINT) | 2 | 11 | 10 |
| | CALCULS ET NOTIFICATIONS DE TROP-PERCUS (+ RENTES D'EX-CONJOINT) | 21 | 21 | 36 |
| PENSIONS D'ORPHELIN | SOLDES D'ARRERAGES | 0 | 2 | 3 |
| ADHESIONS INDIVIDUELLES | ADHESIONS INDIVIDUELLES | 95 | 108 | 102 |
| TOTAL | | 3985 | 5036 | 5654 |



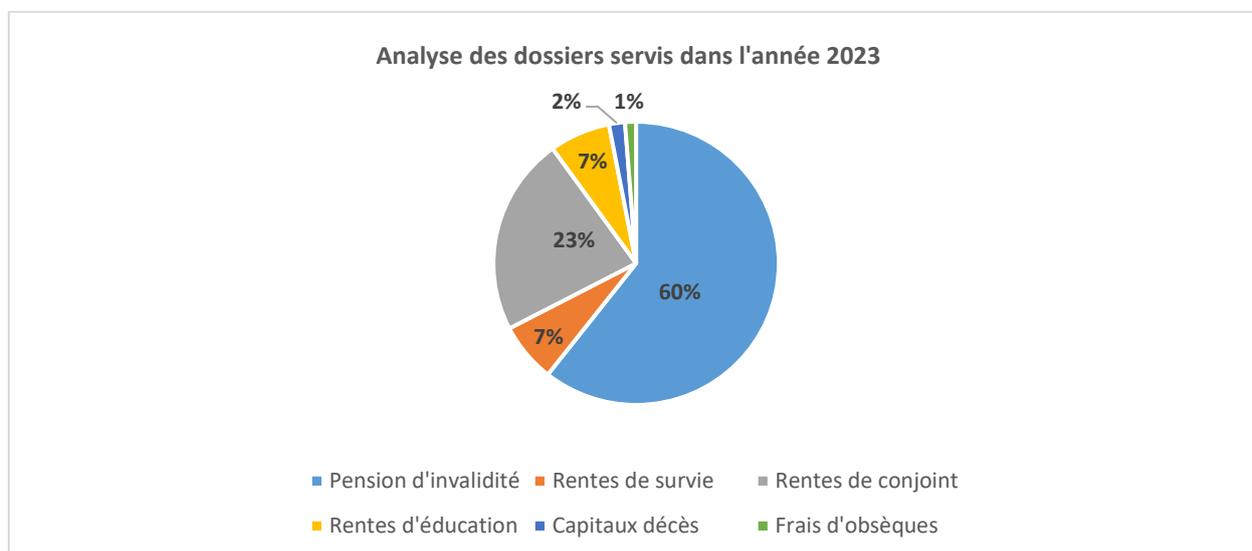
- Forte augmentation des dossiers « capital décès » en 2022 (520 contre 109 en 2021).



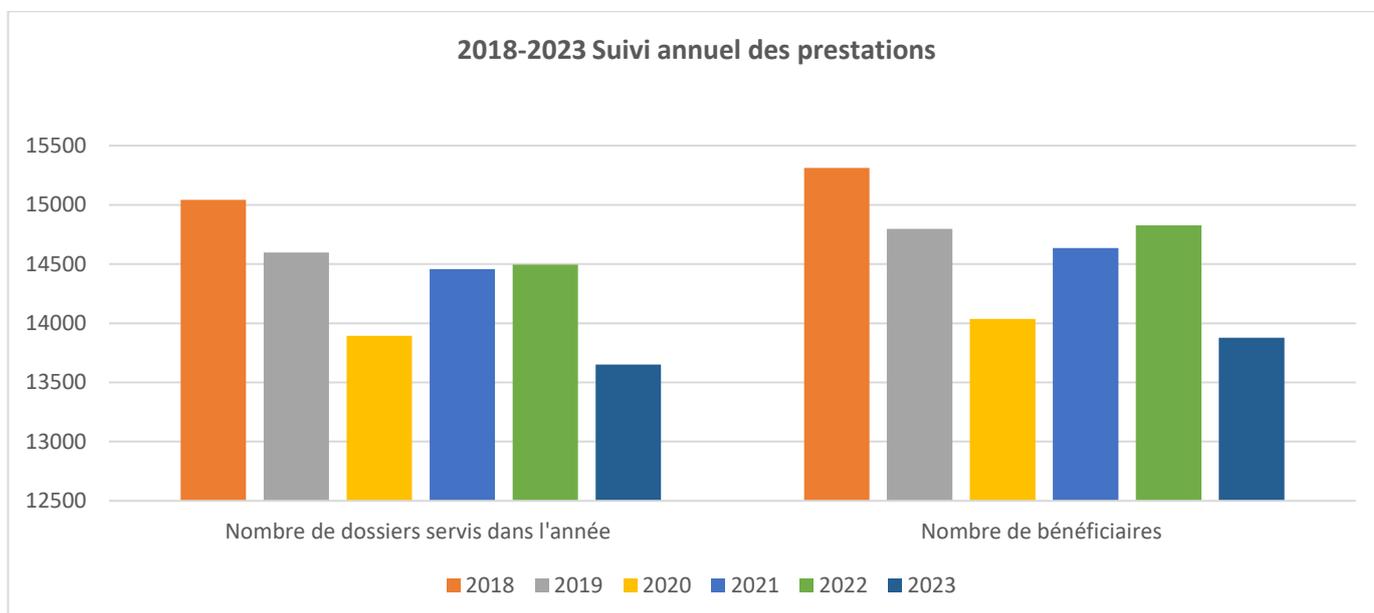
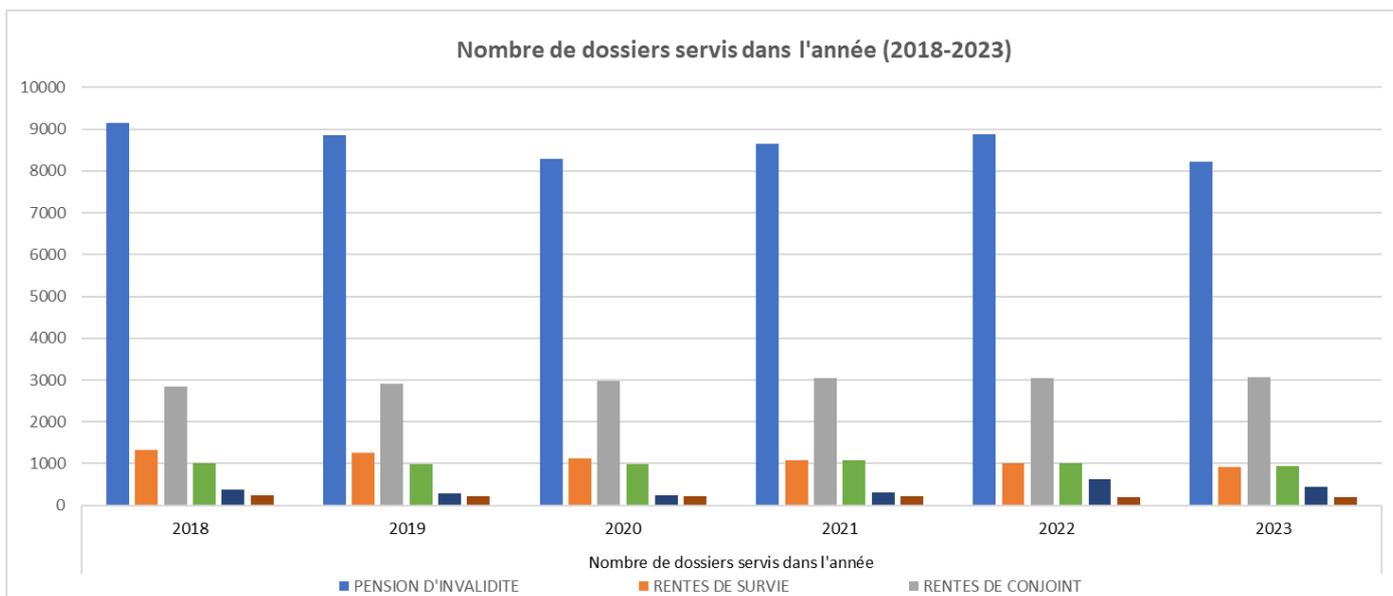
- Augmentation des dossiers « pensions invalidité en 2023 (4468 contre 3741 en 2022).

4.2. Gestion des dossiers

| PRESTATIONS | 2022 | | 2023 | |
|----------------------|--|-------------------------|--|-------------------------|
| | Nombre de dossiers servis dans l'année | Nombre de bénéficiaires | Nombre de dossiers servis dans l'année | Nombre de bénéficiaires |
| PENSION D'INVALIDITE | 8 880 | 8 880 | 8 231 | 8 231 |
| RENTES DE SURVIE | 1 001 | 1 001 | 920 | 920 |
| RENTES DE CONJOINT | 3 043 | 3 043 | 3 075 | 3 075 |
| RENTES EX-CONJOINT | 30 | 30 | 27 | 27 |
| PENSION D'ORPHELINS | 47 | 47 | 47 | 47 |
| RENTES D'EDUCATION | 1 003 | 1 003 | 936 | 936 |
| CAPITAUX DECES | 319 | 617 | 246 | 443 |
| FRAIS D'OBSEQUES | 172 | 206 | 169 | 199 |
| TOTAL | 14 495 | 14 827 | 13 651 | 13 878 |



- En 2023, les pensions d'invalidité occupent une place prépondérante dans les prestations (60%),
- Les rentes de conjoint représentent 23% des dossiers servis dans l'année.



5. Indicateurs proposés au titre de la qualité de gestion

| Indicateurs qualité de gestion | Niveau à fin 2023 | |
|--|-------------------|---------|
| Délai de traitement des nouveaux dossiers reçus complets | | |
| | Intervalle 95% | Moyenne |
| Invalidité | De 12 à 25 j | 15j |
| Frais d'obsèques | De 17 à 21 j | 17j |
| Décès | De 19 à 23 j | 20j |
| Rente d'éducation | De 25 à 31 j | 28j |
| Rente de conjoint | De 27 à 34 j | 31j |

| Indus | Niveau à fin 2022 | Niveau à fin 2023 |
|--|-------------------|-------------------|
| Montant Brut | 590 K€ | 609 K€ |
| Montant net au 31déc. après dépréciation | 201 K€ | 169 K€ |
| Montant recouvré sur l'année par le recouvrement contentieux | 266 K€ | 250 K€ |

6. Les statistiques de l'action sociale

| | |
|--|---------------------|
| Montant total des aides accordées en 2023 | 124 143,13 € |
| Montant total des secours versés | 81 341,11 € |
| Montant restant à verser | 42 802,02 € |

| | |
|--|------------|
| Nombre de dossiers réceptionnés en 2023 | 138 |
| Nombre de dossiers sans droits réceptionnés | 9 |
| Nombre de dossiers restés sans suite | 13 |
| Nombre de dossiers présentés | 116 |
| Nombre de dossiers secours acceptés | 95 |
| Nombre de dossiers refusés | 10 |
| Nombre de dossiers à représenter | 11 |

7. Les états comptables

7.1. Compte technique des opérations non-vie (en milliers d'Euros)

| | Opérations brutes | Opérations nettes 31/12/2023 | Opérations nettes 31/12/2022 |
|---|-------------------|------------------------------|------------------------------|
| Cotisations acquises | 63 587 | 63 587 | 62 099 |
| Cotisations | 63 587 | 63 587 | 62 099 |
| Produits des placements alloués du compte non-technique | 4 700 | 4 700 | -3 462 |
| Autres produits techniques | | | |
| Charge des sinistres | -50 464 | -50 464 | -48 259 |
| Prestations et frais payés | -49 286 | -49 286 | -50 572 |
| Charge des provisions pour prestations à payer | -1 178 | -1 178 | 2 313 |
| Charge des autres provisions techniques | 23 416 | 23 416 | 4 566 |
| Frais d'acquisition et d'administration | -722 | -722 | -716 |
| Frais d'acquisition | | | |
| Frais d'administration | -722 | -722 | -716 |
| Autres charges techniques | -820 | -820 | -815 |
| Résultat technique des opérations non-vie | 39 697 | 39 697 | 13 413 |

7.2. Compte technique des opérations vie (en milliers d'Euros)

| | Opérations brutes | Cessions et rétro-cessions | Opérations nettes 31/12/2023 | Opérations nettes 31/12/2022 |
|--|-------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Cotisations | 57 532 | -102 | 56 083 | 56 083 |
| Produits des placements | 15 947 | | 15 947 | 15 849 |
| Revenus des placements | -18 508 | | -18 508 | 11 454 |
| Autres produits des placements | 31 668 | | 31 668 | 2 906 |
| Produits provenant de la réalisation des placements | 2 787 | | 2 787 | 1 489 |
| Autres produits techniques | 11 | | 11 | 8 |
| Charge des sinistres / prestations | -26 569 | | -26 569 | -35 288 |
| Prestations et frais payés | -30 976 | | -30 976 | -32 734 |
| Charge des provisions pour sinistres / prestations à payer | 4 407 | | 4 407 | -2 554 |
| Charge des provisions d'assurance vie et autres provisions techniques | 19 385 | | 19 385 | 61 781 |
| Charge des provisions d'assurance vie | 19 385 | | 19 385 | 61 781 |
| Frais d'acquisition et d'administration | -497 | | -497 | -490 |
| Frais d'acquisition | | | | |
| Frais d'administration | -497 | | -497 | -490 |
| Charges des placements | -9 082 | | -9 082 | -20 815 |
| Frais internes et externes de gestion des placements et intérêts | -636 | | -636 | -491 |
| Autres charges des placements | -7 970 | | -7 970 | -20 254 |
| Pertes provenant de la réalisation des placements | -476 | | -476 | -70 |
| Autres charges techniques | -748 | | -748 | -743 |
| Résultat technique des opérations Vie | 55 979 | -102 | 55 877 | 76 385 |

7.3. Compte non technique en milliers d'Euros (Résultat global)

| | Opérations nettes 31/12/2023 | Opérations nettes 31/12/2022 |
|---|---------------------------------|---------------------------------|
| Résultat technique de l'assurance non-vie | 39 698 | 13 413 |
| Résultat technique de l'assurance vie | 55 876 | 76 387 |
| Produits des placements | 24 320 | 21 675 |
| Revenus des placements | -28 225 | 15 665 |
| Autres produits des placements | 48 295 | 3 974 |
| Profits provenant de la réalisation des placements | 4 250 | 2 036 |
| Charges des placements | -13 851 | -28 467 |
| Frais internes et externes de gestion des placements et frais financiers | -970 | -671 |
| Autres charges des placements | -12 155 | -27 700 |
| Pertes provenant de la réalisation des placements | -726 | -96 |
| Produits des placements transférés au compte technique non-vie | -4 700 | 3 462 |
| Autres produits non techniques | 457 | 229 |
| Autres charges non techniques | -298 | -584 |
| Charges à caractère social | -332 | -616 |
| Autres charges non techniques | 34 | 32 |
| Résultat exceptionnel | -15602 | 239 |
| Produits exceptionnels | -2 | 244 |
| Charges exceptionnelles | -15 600 | -5 |
| Impôts sur les bénéfices | -25 683 | -20 884 |
| Résultat de l'exercice | 60 215 | 65 470 |

7.4. Bilan au 31 décembre 2023

| Actif en milliers d'euros | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------------|------------------|
| Actifs incorporels | 77 | 76 |
| Placements | 937 108 | 1 038 724 |
| Terrains et constructions (placements immobiliers) | 9 259 | 9 421 |
| Placements entreprises liées ou lien de participations | 24 605 | 18 606 |
| Autres placements | 903 244 | 1 010 697 |
| Créances | 11 945 | 16 535 |
| Créances nées d'opérations directes et de prise en substitution | 5 908 | 5 618 |
| Autres créances nées d'opérations directes et de prise en substitution | 5 908 | 5 618 |
| Autres créances | 6 037 | 10 917 |
| Personnel | 12 | 9 |
| État, organismes sociaux et collectivités publiques | 78 | 2 712 |
| Débiteurs divers | 5 947 | 8 196 |
| Autres actifs | 203 680 | 63 135 |
| Actifs corporels d'exploitation | 211 | 135 |
| Avoirs en banque, CCP et caisse | 203 469 | 63 000 |
| Comptes de régularisation. - Actif | 3 242 | 3 460 |
| Intérêts et loyers acquis non échus | 3 088 | 3 287 |
| Autres comptes de régularisation | 154 | 173 |
| Total de l'actif | 1 156 052 | 1 121 930 |

| Passif | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|------------------|------------------|
| Fonds mutualistes et réserves / Capitaux propres | 375 611 | 315 395 |
| Fonds propres | 375 611 | 315 395 |
| Autres réserves | 315 396 | 249 925 |
| Résultat de l'exercice | 60 215 | 65 470 |
| Provisions techniques brutes | 756 051 | 802 081 |
| Provisions d'assurance vie | 400 257 | 419 642 |
| Provisions pour sinistres (vie) | 48 536 | 52 943 |
| Provisions pour sinistres (non-vie) | 22 463 | 21 285 |
| Autres provisions techniques (non-vie) | 284 795 | 308 211 |
| Provisions (passifs non techniques) | 1 555 | 1 433 |
| Dettes | 22 836 | 3 022 |
| Dettes nées d'opérations directes et de prise en substitution | 123 | 117 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance et de cession en substitution | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | | |
| Autres dettes | 22 713 | 2 905 |
| Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus | 1 | 1 |
| Personnel | 332 | 324 |
| État, organismes sociaux, collectivités publiques | 6 383 | 1 989 |
| Créditeurs divers | 15 997 | 591 |
| Comptes de régularisation - passif | | |
| Total du passif | 1 156 052 | 1 121 930 |

7.5. Les résultats des cinq derniers exercices (en K€)

| Résultat des 5 derniers exercices (en K€) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Cotisations brutes de réassurance | 111 076 | 115 841 | 119 611 | 118 284 | 121 119 |
| Cessions en réassurances | -113 | -107 | -102 | -102 | -102 |
| Cotisations nettes de réassurance | 110 963 | 115 734 | 119 509 | 118 182 | 121 017 |
| Charges de Prestations | -126 769 | -91 504 | -76 558 | -15 263 | -32 020 |
| Marges après Dot. et Rep. aux provisions techniques | -15 806 | 24 230 | 42 951 | 102 919 | 88 997 |
| Autres produits non techniques | 205 | 465 | 2 077 | 229 | 457 |
| Autres charges non techniques | -159 | -186 | -124 | -584 | -299 |
| Résultat financier | 26 853 | 2 206 | 18 385 | -11 757 | 17 333 |
| Frais de gestion | -4 589 | -4 532 | -4 644 | -4 691 | -4 988 |
| Résultat exceptionnel | 15 | 125 | 23 | 239 | -15 602 |
| Impôt sur sociétés | -3 551 | -12 505 | -25 046 | -20 884 | -25 683 |
| Résultat de l'exercice | 2 968 | 9 802 | 33 624 | 65 471 | 60 215 |

7.6. Analyse du résultat 2023

1. Chiffres

| | |
|---|--|
| Résultat de l'année 2023 | + 60 215 k€ (Hors plus-values latentes de + 64 459 k€) |
| Résultat technique | 88 997 k€ |
| Frais de gestion | - 4 988 k€ (4,12%) |
| Résultat financier | 17 333 k€ |
| Autres Résultats (non technique, impôts,...) | - 41 285 k€ |

| | | | |
|------------|-----------------|----------------------------|----------------|
| MCR | 27 M€ | Ratio de couverture | 1 710 % |
| SCR | 108,2 M€ | Ratio de couverture | 428 % |

Actifs financiers non grevés par des engagements : 309 473 k€ pour 2023 contre 282 308 k€ en 2022

2. Analyse de l'activité et de la situation financière

2.1. Evolution des cotisations et des charges de prestations

- L'exercice 2023 est caractérisé par une augmentation des cotisations, de 2,8 millions d'euros, pour un montant total de 121,1 millions d'euros, soit une hausse de 2,4 %, en raison notamment de l'augmentation des salaires,
- Dans le même temps, le montant des prestations payées est en diminution de 4,08 %, soit un montant de 3,3 millions d'euros pour un total de 78,05 millions sur l'exercice,
 - Sur le risque invalidité, une baisse sensible de 2,87 % sur l'exercice,
 - Une baisse sur le risque décès, moins structurelle, est essentiellement liée à un exercice 2022 atypique.

| Evolutions des prestations payées du 01 er janvier au 31 décembre (en k€) | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|-----------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 | Evol 2022 /2023 |
| Prestations Décès | 12 081 | 13 180 | 11 509 | -12,68% |
| Prestations Frais d'obsèques | 618 | 581 | 565 | -2,80% |
| Rentes Conjoint | 13 059 | 13 846 | 13 872 | 0,19% |
| Rentes Orphelins | 4 166 | 4 174 | 3 939 | -5,64% |
| Pensions d'invalidité | 50 792 | 49 590 | 48 165 | -2,87% |
| Total Prestations | 80 717 | 81 370 | 78 050 | -4,08% |

2.2. Evolution des charges de provisions

Entre les inventaires de fin décembre 2021 et fin décembre 2022, le taux technique non-vie est passé de 0 % à 0,56 % et le taux technique vie de 0 % à 1,25 %.

Pour les provisions mathématiques, en tenant comptes de la revalorisation des prestations de 3,5 % à effet du 1er juillet 2022 qui engendre un calcul à la hausse des provisions mathématiques, la remontée des taux d'intérêts a pour effet mécanique de diminuer fortement le montant des provisions techniques.

2.3. Résultat des investissements

Le résultat financier 2023 est en net progression par rapport à l'exercice précédent.

- **17 333 K€ en 2023**
- **-11 757 K€ en 2022**

Pour rappel, l'année 2022 fut contrastée avec des marchés instables sur fonds de guerre en Ukraine, de resserrement des politiques monétaires des banques centrales, de crise énergétique et d'inflation. La bourse de Paris avait enregistré son plus mauvais résultat depuis ces quatre dernières années avec un recul de l'indice CAC 40 de près de 9,5% sur l'année.

Sur 2023, si la hausse des taux est restée importante et à conduit à une baisse corrélative des valeurs de marché des produits de taux détenus, conduisant à une comptabilisation de provisions pour moins-values latentes ; la composition et la diversification du portefeuille a permis le constat d'un résultat positif à hauteur de plus de 17 millions d'euros.

7.7. Événements postérieurs à la clôture

Néant

7.8. Délais de paiements clients et fournisseurs

1. Clients

- Les cotisations sont déclarées via la DSN et payables au plus tard le 5 du mois suivant.
- Les modes de paiements sont les suivants :
 - Par virement,
 - Par prélèvement,
 - Par chèque.
- Aucune pénalité de retard n'est appliquée.

2. Fournisseurs

- Le solde des factures non réglées au 31-12-2023 se porte à 327 646,39 euros TTC et se décompose de la manière suivante :
 - 312 419,78 euros TTC de factures à payer à 30 jours fin de mois,
 - Ces factures ont été payées en janvier 2024,
 - 15 226,61 euros TTC de factures en litiges ou en attente.
- Aucun retard de paiement ayant entraîné des pénalités ou intérêts n'a été constaté,
- Les factures fournisseurs sont passées et traitées en GED.

8. Guerre en Ukraine

Le 24 février 2022, la guerre avait éclaté en Europe entre la Russie et l'Ukraine.

Indépendamment des conséquences macroéconomiques, l'analyse de notre portefeuille avait démontré que les actifs étaient fort peu concernés par les actifs russes.

Nous identifions alors un fonds pour lequel, par ailleurs, nous avons reçu une communication sur la suspension de la valeur liquidative à la date du 28 février 2022.

| Code ISIN | Désignation du fonds | Valeur brute Comptable | Valeur de Marché au 31/12/2021 | Valeur de Marché au 31/12/2021 |
|--------------|--|------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| LU0823403356 | BNPR PARIBAS FUNDS EUROPE EMERGING EQUITY CC | 2 054 042 | 1 954 250 | 910 128 |

Ce fonds a été dissout le 07 juillet 2023 à la valeur liquidative du 28/02/2022.

Par ailleurs, depuis mars 2022, toute nouvelle décision d'investissement passe sous le filtre des listes de l'université de Yale.

Ces listes recensent les entreprises ayant conservées une activité plus ou moins importante en Russie. C'est un critère d'exclusion dans les choix d'investissements.

9. Perspectives 2024

Dans un contexte marqué par la croissance exponentielle de la menace de cybercriminalité, l'Institution poursuivra, comme en 2023, son plan d'action visant à garantir la protection de ses systèmes d'information.

Son plan se consacrera à réaliser des changements de technologie visant à accroître une sécurisation des flux d'information.

L'Institution entend maintenir et renforcer son niveau de service auprès de ses bénéficiaires et participants, pour assurer ses missions avec un maximum de performance.

Plus généralement, les excédents engrangés ces dernières années permettront de poursuivre les améliorations du régime de prévoyance (réflexions en cours pour l'amélioration des capitaux décès et des rentes).

2024 sera une année marquée par la montée en charge du dispositif RSE.

L'Institution transmet aux autorités de tutelles concernées et publie sur son site internet son rapport Article 29 de la Loi Energie Climat depuis 2021. Cette réglementation a pour objet de renforcer le cadre de transparence extra-financière des acteurs de marché.

Cela passe notamment par une meilleure intégration des enjeux climatiques et de biodiversité au sein des investissements.

A ce titre, l'Institution a pour ambition de mettre en 2024 une stratégie climat et une stratégie biodiversité et donc de contribuer à son niveau à la lutte contre le changement climatique.

La stratégie climat aura pour objectif d'améliorer l'empreinte carbone du portefeuille et son alignement sur les Accords de Paris.

La stratégie biodiversité quant à elle visera à réduire les dépendances et impacts du portefeuille sur la biodiversité.